



La jeunesse se mobilise : nos organisations sont à ses côtés !

Depuis plusieurs jours, des lycéennes et lycéens de Mayenne se mobilisent et s'organisent pour faire entendre leurs revendications.

Ils revendiquent davantage de moyens pour l'École et les services publics, des classes moins chargées, des personnels en nombre suffisant, des postes de professeurs et l'augmentation des salaires. Ils refusent les politiques d'austérité qui dégradent leurs conditions d'études comme les conditions de travail des personnels. **Ils se mobilisent contre toute forme de discrimination.**

Ces revendications sont aussi les nôtres !

Depuis des mois, personnels de l'Éducation nationale, agents des services publics, salariés du privé comme du public et les parents d'élèves alertent et se mobilisent contre les suppressions de postes, les restrictions budgétaires, le gel des salaires et la dégradation continue des services publics.

La jeunesse est directement confrontée aux conséquences de ces politiques et fait face à une accumulation d'obstacles qui nourrit l'inquiétude quant à leur avenir. Elle a toute légitimité à s'organiser, à se réunir et à manifester pour défendre ses revendications et son avenir.

Nos organisations syndicales FNEC-FP FO 53, FSU 53, CGT Educ'action 53 et SUD éducation 53 avec la FCPE 53 réaffirment leur attachement au respect des libertés d'expression, de réunion et de manifestation des lycéennes et des lycéens. Elles considèrent que tout doit être mis en œuvre pour que cette mobilisation puisse se dérouler librement, sereinement et en toute sécurité. Quand la jeunesse s'exprime, elle doit pouvoir être entendue !

Nous condamnons toutes les violences, qu'elles soient commises à l'encontre des personnels ou qu'elles soient subies par les jeunes mobilisés. Nous dénonçons fermement les violences exercées contre la jeunesse par le gouvernement pour tenter de l'intimider, de briser sa mobilisation et de discréditer ses revendications. **Ce sont nos élèves et nos enfants que la police réprime !**

**Pour l'arrêt des suppressions de postes ;
Pour la création de tous les postes statutaires d'enseignants nécessaires dans les établissements scolaires afin de diminuer les effectifs par classe ;
Pour la création de postes et le recrutement de médecins scolaires, infirmières et infirmiers, assistants et assistantes de service social, CPE, AED, PsyEN et AESH ;
Pour l'augmentation des salaires ;
Pour l'abrogation de Parcoursup.**

Parce que leurs revendications pour l'École, les services publics, l'emploi et les salaires sont aussi les nôtres, nous appelons les personnels de l'Éducation Nationale et les parents d'élèves à soutenir la jeunesse mobilisée et à se tenir à ses côtés en particulier mardi 6 octobre prochain journée nationale de mobilisation.

Laval, le 1er octobre 2026